

## Honteux !

Oui, **c'est honteux** ! Le ministre de l'éducation nationale Gabriel ATTAL a eu raison de qualifier ainsi le **courrier adressé par le rectorat de Versailles aux parents d'un élève qui s'est suicidé** au début du mois de septembre et auxquels vont d'abord toutes nos pensées.

L'indignation suscitée par ce drame et par le **courrier inhumain** du rectorat de Versailles a poussé le ministre à réunir en urgence tous les recteurs et leur demander de mettre en œuvre un audit afin d'élaborer un « plan d'action par académie » pour que de tels dysfonctionnements ne se produisent plus. Dès le 22 septembre, un communiqué ministériel indiquait que, selon « *les premières remontées de l'audit* » effectué à Versailles, « *d'autres courriers de ce type ont été envoyés à plusieurs familles* » par le même service des affaires juridiques. En l'espèce, **se retrouvent à l'identique dans plusieurs courriers adressés à des familles**, comme s'ils avaient été pondus par une intelligence artificielle, des **phrases toutes faites** enjoignant les parents qui se plaignaient auprès du rectorat de « respecter l'ensemble des professeurs, personnels de l'Éducation nationale et l'institution scolaire » tout en les menaçant de poursuites pour fausse dénonciation. Et dans tous les cas, ce qui frappe est **l'incapacité de l'institution à prendre en considération la réalité et la singularité de la situation** qui lui est soumise, ainsi que sa **totale indifférence envers la souffrance** de ceux qui se tournent vers elle.

Ce procédé, nous ne le connaissons que trop, hélas ! Les courriers du rectorat de Versailles envoyés à des parents inquiets et en souffrance participent à un **fonctionnement de l'éducation nationale** que nous n'avons de cesse de dénoncer, fonctionnement, ou plutôt dysfonctionnement, dont les élèves et leurs familles ne sont pas les seuls à faire les frais. **Les personnels aussi sont les victimes d'une véritable maltraitance institutionnelle de la part d'une administration qui dissimule derrière des éléments de langage vidés de toute substance sa perte de repères et surtout d'humanité, d'autant plus sourde à la souffrance de ses propres agents qu'elle en est elle-même la cause.**

Alors oui, Monsieur le ministre, il faut tout remettre à plat et comme vous l'avez dit aux recteurs le 18 septembre dernier, **ne pas défendre l'indéfendable** !

L'émotion légitime engendrée par le suicide d'un élève vous a conduit à prendre des décisions rapides et spectaculaires que nous saluons pour que toute la lumière soit faite sur les carences de l'institution face au fléau du harcèlement scolaire, mais **le harcèlement administratif dont les personnels sont les victimes doit également cesser** !

Nous ne comptons plus les appels à l'aide de collègues en détresse suite aux agissements de votre administration, aux suspensions décidées de façon arbitraire, aux mutations « dans l'intérêt du service » sans le moindre fondement, aux inspections-sanctions indignes

de notre maison et faisant office de règlements de compte, à la non-prise en compte des situations de handicap, pour ne rien dire des affectations en dépit du bon sens qui éloignent les gens de leur famille alors que des solutions alternatives existent ou bien des menaces, oui, des menaces que nos collègues subissent de la part de tel ou tel DRH, secrétaire général ou simple chef de service dès qu'ils essayent de briser l'omerta ou de demander de l'aide ! Action & Démocratie demande donc **un audit sur la gestion des personnels** car il faut tout remettre à plat dans cette maison qui ne tourne plus rond. On ne peut pas continuer à regarder ailleurs tout en laissant ceux qui font vivre l'école de la République se faire broyer dans le silence du « pas de vague » ! On ne peut pas continuer à regarder ailleurs tout en feignant d'ignorer que les deux-tiers des personnels se plaignent d'un fort déficit de considération de la part de l'institution, comme le confirme une récente étude de la DEPP ! On ne peut pas continuer à regarder ailleurs pendant que l'administration, avec près de 4000 démissions ou ruptures conventionnelles par an chez les enseignants, pousse un professeur à quitter l'éducation nationale toutes les trois heures (week-end, vacances et jours fériés compris) !

Pour Action & Démocratie, la **nécessité de rétablir des relations de confiance et de proximité** entre l'administration et ses agents est une urgence aussi absolue et vitale que celle de rétablir des relations de confiance et de respect mutuel entre les élèves ainsi que leur famille et l'institution. Nous prenons l'engagement, vis-à-vis des collègues qui sont les victimes d'une gestion inhumaine de la ressource humaine qui fait pourtant la richesse de ce ministère, de porter ce combat haut et fort jusqu'à ce que l'on obtienne, là aussi, des résultats. Alors, et alors seulement, on pourra espérer refaire de l'école une fierté française et républicaine.